

**Le rôle de l'éducation et des technologies de l'information et de la communication dans
l'amélioration de la performance administrative des collectivités locales en Algérie
- Les Emirats Arabes Unies (EAU) comme modèle-
The role of education information and communication technologies in improving the
administrative performance of local communities in Algeria
-The UAE experience as a model-**

Barkahoum Adda *	Mohamed brahim madi
Docteur	Professeur
addabarkehoul@gmail.com	mb_madi@yahoo.fr
Université Djilali Bounaama Khemis Miliana	Université Djilali Bounaama Khemis Miliana

Soumis le : 16/12/2020

Accepté le : 22/12/2020

Publié le : 31/12/2020

Résumé:

Le présent article a pour but de montrer le rôle de l'éducation et des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration de la performance administrative des collectivités locales en Algérie, le développement vers les technologies de l'information et de la connaissance et vers les modernes des industries à forte intensité de connaissances a permis aux institutions de prendre conscience de la véritable valeur de leurs ressources internes, ce qui explique la transformation des institutions vers l'investissement dans les ressources de connaissances et les actifs humains, ainsi que la construction d'un système d'acquisition de connaissances, ce que les Émirats arabes unis ont atteint.

Mots clés: éducation, technologies de l'information et de la communication, performance administrative, autorités locales.

Code Jel:D08, H83, I20, I21.

Abstract:

Through our study, we aim to strengthen the role of education and information and communication technologies in improving the administrative performance of local groups in Algeria, The modern approach of intensive knowledge industries has enabled institutions to realize the true value of their internal resources, which explains the transformation of institutions towards investing in knowledge resources and human assets, as well as building a system for acquiring knowledge , what the UAE has achieved.

Key words: education, information and communication technologies, administrative performance, local authorities.

JEL Classification Codes: D08, H83, I20, I21.

* Auteur correspondant

Introduction :

L'introduction des techniques des technologies de l'information et de la communication dans la gestion est considérée comme une véritable révolution pour ce qu'elle entraîne en termes de changement de modèle et de style de travail administratif et de passage à l'électronique qui contribue à accroître l'efficacité de la performance administrative et les principales fonctions de l'administration. Certains d'entre eux visent à faciliter le processus d'obtention d'informations et de données et à fournir des services de manière efficace, dans les coûts les plus bas et les plus brefs délais, en plus d'assister l'administration dans le processus de prise de décision administrative sur la base de données statistiques, ce qui contribue à réduire les coûts des travaux administratifs et à accroître l'efficacité de son achèvement.

Les Émirats arabes unies se sont appuyés sur la priorité accordée à l'éducation et la construction d'une infrastructure de pointe pour soutenir l'environnement économique et d'investissement, avec des politiques basées sur l'ouverture sur le monde et sur la diversité économique grâce à l'adoption de nombreuses stratégies qui l'ont aidé à atteindre ses objectifs.

A travers ce qui précède, le problème suivant peut être soulevé: **Quel est le rôle de l'éducation et de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration des performances administratives des collectivités locales en Algérie?**

Sous-questions: Afin de simplifier le problème, nous posons les sous-questions suivantes:

- Quel est le rôle des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration des performances administratives?
- Quels sont les principaux moteurs du succès du développement local à la lumière de l'économie de la connaissance?
- Dans quelle mesure l'éducation et les technologies de l'information et de la communication ont-elles contribué à améliorer les performances administratives des collectivités locales?
- Quels sont les facteurs les plus importants pour le succès de la stratégie de diversification économique des Emirats Arabes Unies?

Objectifs de l'étude: Nous visons à travers notre étude à:

- Soulignant le rôle de l'éducation et des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration des performances administratives;

- Identifier les facteurs les plus importants pour le succès du développement local à la lumière de l'économie du savoir;
- Mettre en évidence les exigences les plus importantes de l'approche de la gestion des connaissances de l'économie algérienne ;
- Etude et évaluation de l'expérience émiratie dans le domaine du rôle de l'éducation et de l'utilisation des médias et des technologies de la communication dans l'amélioration des performances administratives des collectivités locales.

Axes de l'étude: L'étude a été divisée comme suit:

- **Le premier axe:** le rôle des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration des performances administratives;
- **Le deuxième axe:** moderniser les services des équipements publics et administratifs.
- **Le troisième axe:** l'expérience des Émirats arabes unies.

Le premier axe: le rôle des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration des performances administratives:

Le rôle des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration des performances administratives est le suivant: (Baali, Buniya, 2016, p. 32)

Premièrement: le rôle de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration du processus de planification:

L'introduction des techniques informatiques dans le processus administratif a contribué à faire passer la fonction de planification d'une activité de routine qui précède la mise en œuvre et qui est mise en œuvre de haut en bas à une planification plus flexible et renouvelable, connue sous le nom de «**planification électronique**».

Nous soulignons qu'il existe un ensemble de différences entre la planification électronique et la planification traditionnelle, que nous mentionnons dans les points suivants:

- La planification traditionnelle, les plans administratifs et les travailleurs exécutent (planification verticale), contrairement à la planification électronique, tous les employés exécutent le processus de planification (planification horizontale);
- Les plans sont constamment modifiés et réécrits électroniquement à chaque fois;
- Le processus de planification électronique est continu et renouvelable, contrairement à la planification traditionnelle, qui est prévue pour une période future;

En général, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication contribue à améliorer le processus de planification sous plusieurs aspects, notamment:

- Capacité accrue de diagnostiquer les problèmes en raison de la capacité de recueillir des informations;
- Soutenir la capacité d'identifier et d'évaluer différentes alternatives;
- Accroître la capacité de simuler la réalité et la modélisation réaliste à l'aide de systèmes d'information électroniques;
- La capacité de déclencher des décisions en recourant à des systèmes d'information orientés vers cela, tels que des systèmes d'aide à la décision et de soutien;
- La capacité de faire face au peu de temps dont dispose le décideur à l'ère de la révolution de l'information.

Deuxièmement: le rôle de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration du processus décisionnel administratif:

La prise de décision administrative est l'une des tâches les plus difficiles que les fonctionnaires exercent à divers niveaux du travail administratif et dans toutes les fonctions administratives (planification, contrôle, organisation et direction), et le processus décisionnel a besoin des informations correctes obtenues en utilisant les moyens des technologies de l'information et de la communication qui fournissent Rapports et statistiques pour le décideur pour l'aider à prendre des décisions, en plus d'aider la direction à évaluer les alternatives disponibles qui peuvent être choisies pour résoudre le problème.

Troisièmement: le rôle de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration du processus de contrôle:

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans le processus de contrôle permet un suivi en temps réel à travers le réseau de l'organisation, ce qui donne la possibilité de réduire l'écart de temps entre le processus de détection de la déviation et son processus de correction, et ainsi de développer le travail et de connaître ses lacunes et ses déséquilibres. Information et mise en réseau entre managers et travailleurs, contrairement au contrôle traditionnel qui se concentre sur le passé car il vient après la planification et la mise en œuvre (Baali, Buniya, 2016, p. 33).

Le deuxième axe: moderniser les services des équipements publics et administratifs:

Les services administratifs du Secteur de l'intérieur se sont engagés dans un effort global d'introduction de l'informatique en s'appuyant sur le développement de plusieurs systèmes d'information automatisés visant à accroître l'efficacité des intérêts et à moderniser les outils de travail. Parmi ces programmes figure la << **municipalité électronique** >>, considérée comme un système médiatique intégré qui englobe tous les intérêts de la municipalité et commence à circuler, Informatique sur tous les services administratifs du secteur.

Et compte tenu de l'importance d'utiliser les technologies de l'information et de la communication pour améliorer la qualité des services administratifs et faciliter les procédures, le ministère a pris les mesures suivantes : (Messaoudi, 2018, p. 231)

- Tous les services administratifs fournis par le département seront décentralisés au niveau de la municipalité;
- Utilisation optimale des mécanismes adoptés dans le cadre de la préparation et de la présentation des documents aux citoyens en s'appuyant sur une gestion intelligente, des informations en temps réel lors du traitement du dossier, ainsi que l'utilisation des services du site Web sans avoir besoin de se déplacer.

Premièrement: la municipalité intelligente:

Le programme «**municipalité intelligente**» et l'amélioration des services de l'administration publique dans certaines communes et les sièges de l'administration se heurtent à plusieurs obstacles qui empêchent sa mise en œuvre sur le terrain. Le visiteur de certains quartiers généraux de la capitale constate clairement que ce dernier souffre de fortes contraintes à son siège, qui ne permet même pas aux citoyens qui viennent d'obtenir les documents nécessaires en plus de Le manque de professionnalisme de certains employés, de même que de nombreux sièges de communes manquent de connexion Internet ou sont fréquemment coupés, tout cela empêche le Comité d'État des technologies de la communication et des médias de réaliser le programme technologique. Ce dernier vise à faire monter au mieux le capital du pays avec son siège et ses services, d'autant plus qu'il existe de nombreuses mesures prises par la tutelle pour numériser les communes, où il est devenu possible pour les citoyens d'extraire facilement leurs documents, en plus de lui rattacher le service d'extraction de documents biométriques après qu'il était l'apanage des services administratifs (Kaddoum, karoui, 2016, p. 106).

En parlant des sites Web censés être disponibles dans toutes les municipalités, on constate que 80% des municipalités n'ont pas de site Web, alors que les municipalités qui en sont propriétaires ne se contentent que sur les doigts et la forme. Pour publier certaines évolutions et préoccupations dans leurs communes, et même si le réseau est disponible dans d'autres communes, leurs responsables n'ont pas pris la peine de leur fournir des sites internet pour délivrer toutes les informations au citoyen, communiquer directement avec lui, et mieux assurer ses préoccupations dans les plus brefs délais. Lorsque le citoyen reste otage des moyens de communication traditionnels qui l'obligent à se rendre au siège de la commune pour faire part de ses préoccupations au maire, qui dans la plupart des cas ne le reçoit pas, surtout si la visite n'a pas lieu le jour de la réception (Kaddoum, karoui, 2016, p. 106).

Deuxièmement : le développement des ressources humaines dans les collectivités locales:

Le ministère a consacré une grande partie de son plan de travail au développement des capacités professionnelles des employés et des compétences de qualification afin de relever les niveaux de défis imposés par la réalité vécue, et dans ce contexte, le ministère a pris les mesures suivantes: (Messaoudi, 2018, p. 230)

- Poursuivre la politique d'amélioration du taux d'encadrement au niveau départemental en favorisant l'intégration des salariés dans le cadre du DAIP;
- Permettre aux nouveaux États mandatés de bénéficier d'un programme spécial de recrutement et de redéploiement;
- Revoir l'organisation du Centre national de recherche et d'analyse sur la population et le développement et en faire un outil efficace de recherche et d'analyse au service du développement local;
- Remodeler le réseau des institutions de formation en complétant les structures régionales de formation actuellement en cours de mise en œuvre;
- Le début de la mise en œuvre du programme de coopération avec le ministère de l'Enseignement supérieur dans le domaine de la recherche scientifique, qui permettrait l'évaluation des résultats de la recherche et leur exploitation dans le cadre d'axes stratégiques pour le développement des politiques publiques;
- Concrétiser directement le programme de formation, qui comprendra tous les groupes professionnels, en mobilisant toutes les institutions du secteur et en renforçant

les capacités de formation en coopération avec le ministère de l'Enseignement supérieur.

Troisièmement: Les moteurs du succès du développement à la lumière de l'économie de la connaissance: Ce sont: (Bakhshah, Harid, 2016, p. 10)

- La restauration du capital intellectuel signifie une migration de valeur du côté matériel vers le côté savoir et de l'économie industrielle vers l'économie basée sur les compétences et les propriétaires de savoir, une tendance qui reflète le volume des dépenses orientées et focalisées sur l'investissement dans le capital intellectuel et le développement de ses connaissances ainsi que sur son exploitation, c'est ce à quoi il s'est dirigé "Brown" en disant que la vraie valeur de l'institution réside dans son capital intellectuel et sa capacité à utiliser les connaissances qui lui sont inhérentes et à les convertir en applications qui atteignent des performances élevées et améliorent ainsi sa compétitivité;
- Les institutions modernes ont aujourd'hui tendance à attirer et à créer du capital intellectuel comme un moyen efficace de parvenir au développement économique grâce à des investissements spécifiques, à l'éducation, à la formation, ainsi qu'au développement de divers programmes, car la formation de capital intellectuel dans les institutions d'aujourd'hui est le résultat d'opérations complexes qui nécessitent d'énormes investissements et de grandes capacités financières. Les institutions font des efforts importants pour utiliser le capital intellectuel et transférer toutes les connaissances à tous les niveaux de l'organisation afin de surmonter le déficit de connaissances;
- Construire un système d'acquisition de connaissances: la fin de la reconnaissance des connaissances comme nouveaux atouts et déterminants de la croissance dans les économies modernes et la performance de la compétitivité est devenue un grand et nouveau pari pour les institutions économiques, dont l'équilibre se mesure par l'ampleur de leur investissement dans la connaissance en termes de production et d'acquisition;
- Construire un système d'acquisition de connaissances, que ce soit au niveau de l'institution ou au niveau macro, signifie développer une stratégie pour gérer diverses connaissances internes et externes;
- Le système d'acquisition des connaissances constitue un enjeu de base dans la réalisation du développement national souhaité, car les produits de l'éducation sont la

réalisation du processus de développement, qui nécessite une orientation vers des connaissances appliquées, car ces connaissances abordent les problèmes des institutions économiques et sociales existantes dans la société et que la principale source de production de connaissances est l'éducation, c'est-à-dire l'acquisition de connaissances et de compétences Ce qui augmenterait le contrôle sur les divers problèmes de l'entreprise de production;

- Le développement moderne accorde une grande attention à l'élément humain en se concentrant sur les programmes d'enseignement qui l'établissent et le soutiennent, que ce soit dans les écoles ou les universités, y compris la formation et l'encouragement à l'innovation, ainsi que le renforcement de l'infrastructure des entreprises commerciales. La taille des établissements exige aujourd'hui l'adoption de compétences nationales capables de produire des connaissances. Principalement sur la transition de l'État vers le développement des connaissances en tant que moteur principal du progrès technologique pour établir une méthode coordonnée entre les activités du système éducatif, la technologie et la politique éducative et, d'autre part, pour former une élite distincte dans le futur (Abdullah, 2007, p. 11).

Quatrièmement: les exigences pour que l'économie algérienne passe à la gestion des connaissances:

Le processus de transformation en une économie de la connaissance nécessite le développement d'une stratégie intégrée unifiée à trois niveaux (court, moyen et long terme) pour la localisation de l'économie de la connaissance, qui repose essentiellement sur quatre piliers, à savoir: (Bolikhukh, 2014, p. 183)

- Compléter l'infrastructure de l'économie de la connaissance (équipements, réseaux, centres de recherche et développement, etc.), ainsi que diffuser la culture informatique et Internet;
- Fournir un environnement juridique et réglementaire stimulant et ordonné pour l'économie de la connaissance, y compris des moyens d'améliorer la qualité et la distinction des services fournis à des prix raisonnables au secteur des médias et des technologies de la communication, et de créer une intégration dynamique entre les différentes institutions économiques et administratives dans le but de surmonter les lacunes qui pourraient survenir dans le cycle économique;

- Développer le capital humain représenté dans la société de la connaissance, la formation et l'éducation, ainsi que revoir la structure de l'éducation afin qu'elle prenne en compte les exigences de l'économie de la connaissance;
- L'incorporation du savoir dans l'économie d'aujourd'hui nous conduit inévitablement à la nécessité d'acquérir et de maîtriser l'utilisation des technologies modernes de l'information et de la communication (NTIC), et que toute politique ambitieuse de reconsidération des connaissances au niveau macroéconomique ou institutionnel ne réussira pas si elle n'est pas accompagnée d'une politique de transfert et de contrôle des technologies de l'information et de la communication, Lors de la création de réseaux d'entreprises et autres afin de rechercher l'efficacité et l'efficience.

Le troisième axe: l'expérience des Emirats Arabes Unies:

Grâce à une politique commerciale ouverte et à un taux de change indexé sur le dollar, les Emirats Arabes Unies se caractérisent par des coûts faibles pour les entreprises (très faible charge fiscale), ce qui a contribué à la transformation d'un pays dont l'économie dépend du pétrole à 90% du PIB en 1971 à environ 30% en 2015, et la contribution des secteurs Les revenus non pétroliers, qui représentaient 70% des revenus du gouvernement pour la même année, et ce pays s'est concentré sur trois secteurs principaux: l'industrie, le tourisme et le commerce (bilama, ben abdel fattah, 2018, p. 335).

Les Émirats arabes unies ont:

Création d'une zone de libre-échange pour développer les capacités d'exportation (Dubai);
L'inclusion de plusieurs stratégies: les Emirats Arabes Unies Vision 2021, Abu Dhabi Vision 2030, Dubai Plan 2021 et Sharjah Vision 2021.

Premièrement: UAE Vision 2021:

D'ici 2021, les Emirats Arabes Unies ont l'intention de réaliser la Vision des EAU 2021, qui vise à faire des EAU parmi les meilleurs pays du monde en termes de développement économique et social d'ici le jubilé d'or de l'Union en 2021, et comprend quatre axes principaux: (Mahmoud, 2017)

Unis dans la responsabilité (un peuple ambitieux et confiant, attaché à son héritage);
Unis dans le destin (une union forte unie par un destin commun);

Unis dans la connaissance (une économie compétitive dirigée par des émiratis compétents et créatifs);

Unis dans la prospérité (une qualité de vie élevée dans un environnement généreux et durable), car le pays mettra en œuvre la stratégie nationale d'innovation.

Deuxième: Plan de Dubaï 2021:

Le lancement du plan de Dubaï 2021 s'inscrit dans la continuité du plan stratégique de Dubaï 2015, qui visait à concrétiser la vision de Dubaï sous le slogan «Dubaï ... là où commence l'avenir». Le projet «Dubaï Plan 2021», qui s'inscrit dans le prolongement de la success story du Plan 2015)Plan Dubaï.(2021

e plan est axé sur six axes et le cadre général du plan comprend six axes principaux qui définissent le contexte général du travail gouvernemental dans l'émirat, car ces axes décrivent l'image cible pour Dubaï d'ici 2021, à savoir: (Plan Dubaï(2021)

- Accueil d'individus créatifs et autonomes, remplis de fierté et de bonheur;
- Une société cohésive et cohésive;
- L'endroit préféré pour vivre et travailler et la destination préférée des visiteurs;
- Une ville intelligente et durable;
- Un pôle majeur de l'économie mondiale;
- Un gouvernement pionnier et distingué.

Troisièmement: Sharjah Vision 2021:

La vision de Sharjah a établi l'unification de tous les efforts, initiatives et futurs programmes touristiques pour atteindre les objectifs suivants: (Bovench, 2017, p. 221)

- Croissance durable de l'économie de l'émirat et développement d'un secteur touristique attractif en adoptant une approche à multiples facettes qui prend en compte tous les facteurs pertinents;
- Attirer 10 millions de touristes d'ici 2021 et identifier les principaux axes pour atteindre cet objectif;
- Coopération et partenariat entre divers organes et institutions pour réaliser cette vision;
- Cibler de nouveaux marchés et élargir sa part du marché mondial du tourisme et des voyages, la Chine, l'Inde et les pays du Golfe étant parmi les marchés les plus importants desquels l'émirat cherche à attirer des délégations touristiques;

- Développer le produit touristique de Sharjah, y compris les infrastructures, les transports, l'aéroport, les musées et les installations hôtelières, selon les meilleurs standards internationaux.

Quatrièmement: Abu Dhabi Économique Vision 2030:

La Vision économique 2030 d'Abou Dhabi vise à atteindre les objectifs suivants: (Conseil d'Abou Dhabi pour le développement économique, 2018)

- Construire une économie durable basée sur des activités à forte valeur ajoutée;
- Élargir la portée de la création d'entreprises nationales et attirer les investissements directs étrangers;
- Activer le rôle des petites et moyennes entreprises;
- Développer une infrastructure capable de soutenir la croissance économique attendue;
- Adopter des politiques budgétaires disciplinées et adaptées aux cycles économiques;
- Établir un environnement de marché financier et monétaire flexible caractérisé par des taux d'inflation maîtrisés;
- Améliorations tangibles de l'efficacité du marché du travail.

Le plan stratégique de l'émirat de Dubaï pour l'année 2021 et la vision économique de l'émirat d'Abou Dhabi 2030, car ils sont les deux principaux émirats du pays et qui y mènent la voie de la diversification économique, car la stratégie vise à accroître les investissements dans les secteurs industriels et d'autres secteurs orientés vers l'exportation, notamment les industries lourdes, les transports, le tourisme, les technologies de l'information. Et les télécommunications, les énergies renouvelables, l'aviation ... etc, en 2014, les Émirats arabes unis se sont classés au premier rang des pays arabes pour attirer les investissements directs étrangers, car ils ont attiré des investissements d'une valeur de 1,10 milliard de dollars (Jabbar, Zaraqout, 2017, p. 343).

D'autre part, l'État a accordé une grande attention au secteur des petites et moyennes entreprises en raison de son rôle vital dans la promotion du processus de croissance et la consolidation de la politique de diversification économique, ainsi que la transformation vers une économie de la connaissance basée sur la créativité et l'innovation, afin de réaliser la vision des Emirats Arabes Unies 2021, et il a également mis l'accent sur la mobilisation de tous les efforts et capacités pour soutenir ce secteur vital, en étant conscient. Compte

tenu de son importance dans le soutien de la performance de l'économie nationale et de la compétitivité de l'État aux niveaux régional et international, les statistiques indiquent que les Emirats Arabes Unies comprennent environ 350000 petites et moyennes entreprises, ce qui représente 94% du total des entreprises qui y opèrent, et offre également des opportunités d'emploi pour environ 86% de l'emploi total dans le secteur privé. Contribution de 60% du PIB non pétrolier de l'Etat, Ainsi, les petites et moyennes entreprises seront un soutien de base du développement économique du pays et le principal moteur de l'économie et les mécanismes les plus importants d'orientation stratégique pour soutenir la structure productive du pays et construire une base économique et productive solide, et l'un des affluents les plus importants pour diversifier les sources de revenus ainsi que pour créer des opportunités d'emploi et réduire le chômage (Conseil d'Abou Dhabi pour le développement économique, 2018).

Cinquième: Centenaire des Émirats arabes unies 2071.

La poursuite des intérêts de la voie du développement durable et de ses résultats, dont la pleine réalisation exige que des mesures urgentes soient prises afin d'en récolter les bénéfices à long terme, est essentielle dans cette voie, car les questions de justice et d'équité entre les générations poussent en particulier à prendre de telles mesures, et aucun pays ne devrait coûter des générations. L'avenir est chargé de défis et d'obstacles qui les laissent dans un état pire que les générations précédentes, et les Émirats arabes unis se sont engagés à obtenir des résultats de haute qualité pour les générations d'aujourd'hui et de demain, en étant un pays conscient des avantages et des inconvénients que peut entraîner un développement rapide. La stratégie du centenaire des Émirats arabes unis a été lancée en septembre 2017 et son objectif La chose évidente est de les atteindre d'ici 2071 (Autorité fédérale de la compétitivité et des statistiques, Émirats arabes unis et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, 2018, p. 16).

Sixième: Facteurs de succès de la stratégie de diversification économique aux Émirats arabes unies:

Les facteurs les plus importants pour le succès de la stratégie de diversification économique des EAU sont: (Bovench, 2017, p. 234)

1- Reconnaissance précoce de l'importance de la diversification économique dans le développement durable:

Les Émirats arabes unis se sont lancés dans l'adoption d'une stratégie de diversification économique comme option stratégique depuis les années 90 après la baisse des prix du pétrole. Ils ont également créé les conditions de son succès en créant un environnement d'investissement intégré qui comprend tous les éléments de compétitivité et une économie de la connaissance, en développant l'infrastructure et en adoptant une méthodologie fondée sur l'ouverture et le dynamisme des marchés;

2- L'économie des Emirats Arabes Unies se caractérise par son dynamisme:

C'est une économie ouverte et productive capable d'auto-croissance, avec une forte solvabilité et des bases financières et monétaires solides, en plus d'avoir des secteurs non pétroliers prospères;

3- Stabilité politique et sécuritaire:

Les Émirats arabes unis se caractérisent par la réalisation d'un équilibre entre l'indépendance des unités régionales d'une part et la centralisation d'autre part. Chacun des sept émirats a sa propre direction et, en retour, l'État est gouverné par un conseil suprême qui comprend les dirigeants des sept émirats, et la coopération entre ces derniers a établi un niveau élevé de stabilité politique, qui à son tour conduit à Stimuler la croissance économique, ce qui garantit que l'économie du pays conserve un fort avantage concurrentiel, les Emirats Arabes Unies étant le principal centre commercial de la région du Golfe arabe et l'une des plus grandes économies de celle-ci;

4- Ouverture économique:

Dans le cadre de la politique d'ouverture économique, les Emirats Arabes Unies se sont concentrés sur trois axes, représentés dans l'investissement et le remplacement des richesses pétrolières par des richesses matérielles (écoles, hôpitaux, éducation, ponts, aéroports ... etc.), en plus de mettre en place une infrastructure de pointe comparable à l'infrastructure de nombreux pays du monde. En établissant des législations juridiques qui servent la croissance économique et en font une destination d'investissement importante et attrayante, ainsi que son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce et au Conseil de coopération du Golfe, ainsi que la signature de plusieurs accords internationaux tels que l'accord sur la Grande Zone de libre-échange arabe, des accords bilatéraux d'investissement avec 38 pays et des accords de double imposition avec 49 pays ;

5- Le développement du secteur bancaire:

Le secteur bancaire des Emirats Arabes Unies joue un rôle important dans la réalisation de la stabilité économique et la création de conditions favorables à la croissance en contribuant à attirer les investissements dans le secteur financier et à financer le secteur privé, compte tenu de sa transparence, du développement de mécanismes et d'outils bancaires, et de leur adaptation aux évolutions financières et monétaires modernes, y compris la lutte contre le blanchiment d'argent, la surveillance efficace des banques et la gestion La liquidité bancaire, en plus de prévoir et de répondre aux crises financières;

6- Stabilité de la politique monétaire:

En raison de l'ancrage constant du taux de change du dirham par rapport au dollar américain, il n'y a pas d'effet direct des fluctuations de change sur les revenus du secteur pétrolier dans le budget de l'État;

7- Disponibilité d'une infrastructure moderne:

Les Emirats Arabes Unies possèdent l'une des infrastructures les plus avancées au monde, depuis sa création, il a tenu à développer une infrastructure intégrée d'un haut degré de qualité et d'efficacité, ce qui l'a qualifié pour obtenir des positions avancées dans les indicateurs de compétitivité mondiale dans ce domaine, et pourtant il continue d'investir de grosses sommes d'argent. L'argent des infrastructures dans l'agenda national, la Vision 2021 des Emirats Arabes Unies, qui vise à faire des Emirats Arabes Unies l'un des meilleurs pays au monde en termes de qualité des infrastructures en un temps record;

8- Encourager la créativité et l'innovation:

Les Emirats Arabes Unies se sont concentrés sur l'innovation comme l'un des piliers de la diversification économique, que ce soit dans le secteur gouvernemental, qui affecte directement le développement des connaissances ou au niveau des entreprises pour offrir des idées et des solutions innovantes aux industries modernes.

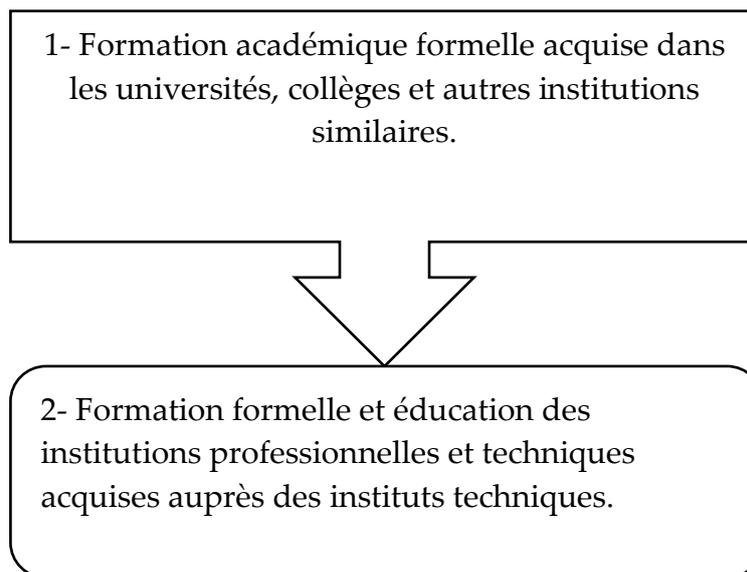
9- Fournir un environnement institutionnel approprié:

La réforme de la structure institutionnelle (lois et règlements, en particulier ceux liés aux droits de propriété) est l'un des facteurs les plus importants qui ont contribué au

succès des politiques de réforme économique et à la réalisation du développement aux Émirats arabes unis (Conseil d'Abou Dhabi pour le développement économique, 2018).

Cela est dû au fait que la principale raison du succès obtenu par les Émirats arabes unis dans son expérience est de donner la priorité dans les plans économiques à la fourniture d'un accès à une éducation et à une formation de qualité afin de renforcer le capital humain pour soutenir le développement d'une économie de la connaissance et de transformer la demande de l'économie en compétences et expertise technologiques. Assurer un système d'éducation et de formation qui a le potentiel d'améliorer la qualité du capital culturel,

En plus de définir la législation nécessaire pour soutenir le développement des compétences et des connaissances de la main-d'œuvre en tant que force motrice pour soutenir et encourager les employeurs en offrant une formation et en développant leurs travailleurs à travers:



Septième: Le rôle des institutions du savoir dans la mise en œuvre des objectifs de développement local durable:

Les Émirats arabes unies sont conscients du rôle que jouent les institutions du savoir telles que les universités et les institutions intellectuelles en tant que partenaires majeurs dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Les pays des Émirats abritent 79 établissements d'enseignement supérieur et accueillent le plus grand nombre de branches d'universités internationales au monde, et les établissements d'enseignement

supérieur comprennent Universités publiques, universités privées, centres de recherche, collèges et écoles professionnelles proposant plus de 780 programmes universitaires et de recherche. Plus de 40 branches d'universités internationales ont été créées aux Émirats arabes unis pour attirer une base diversifiée d'étudiants. Son engagement vis-à-vis du budget alloué à l'enseignement supérieur se manifeste dans les énormes investissements dans les universités. Il peut être fourni par le secteur de l'enseignement supérieur dans le but de progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable (Autorité fédérale de la compétitivité et des statistiques, 2014).

L'économie de la connaissance, selon les normes de la Banque mondiale, repose sur quatre piliers principaux: (Ministère des Finances, 2020)

Un système d'innovation basé sur la recherche et le développement, reliant les établissements d'enseignement, les centres de recherche et les universités aux entreprises et aux établissements industriels;

- Infrastructure des technologies de l'information et de la communication pour faciliter le traitement, la diffusion et l'échange d'informations et de connaissances;
- Un environnement économique, juridique et politique organisé et transparent qui permet les technologies de l'information et de la communication et la circulation de l'information, encourage les petites et moyennes entreprises et augmente la productivité et la croissance;
- Éducation et formation pour créer des ressources humaines nationales dotées de compétences techniques élevées.

Le concept d'économie de la connaissance de cette manière ne se limite pas à la seule disponibilité des technologies de l'information et de la communication, Il s'agit d'un système intégré dont les éléments les plus importants sont des ressources humaines qualifiées avec des compétences techniques élevées, dont la construction dépend de la créativité et de l'innovation à travers un système éducatif et une recherche scientifique avancée.

Conclusion:

L'augmentation des dépenses de l'Algérie dans le secteur de l'éducation dans toutes ses phases (primaire, intermédiaire, secondaire et universitaire) est considérée comme un indicateur pour combler le déficit de connaissances. Par conséquent, le choix des programmes d'enseignement, qu'ils soient académiques ou professionnels, doit être adapté aux exigences de l'âge pour acquérir la connaissance des atouts de la technologie afin d'utiliser les technologies de l'information et de qualifier les capacités humaines en les rendant capables. Sur l'utilisation des technologies modernes, de sorte que la production et l'investissement d'unités humaines utilisées puissent jouer un rôle de premier plan dans l'utilisation ciblée des modèles de connaissances.

Résultats de l'étude: Grâce à notre étude, les résultats suivants ont été atteints:

- Développement de l'accumulation de capital physique à l'accumulation de capital de savoir;
- Donner la priorité dans les plans économiques à l'accès à une éducation et une formation de qualité afin de renforcer le capital humain, à travers des formations acquises auprès des universités et collèges, ainsi que des institutions professionnelles;
- Développer une économie du savoir et transformer la demande de l'économie en matière de compétences et d'expertise technologiques;
- L'introduction des technologies de l'information et de la communication dans le processus administratif par la mise en œuvre d'une planification plus flexible et renouvelable appelée «**planification électronique**»;
- Modernisation des services des services publics administratifs (municipalité électronique ou intelligente);
- La créativité et l'innovation sont l'un des axes importants pour parvenir à la diversification économique. Investir dans l'acquisition de connaissances techniques et technologiques réduira les coûts, développera de nouveaux secteurs, augmentera l'efficacité et améliorera la productivité, car les avantages concurrentiels ne reposent pas autant sur l'abondance des ressources naturelles ou sur une main-d'œuvre bon marché. Grâce à l'innovation et à la connaissance ainsi qu'à une bonne gestion.

Suggestions et recommandations: À partir des conclusions atteintes, nous proposons les recommandations suivantes:

- Renforcer le rôle de l'éducation et des technologies de l'information et de la communication dans la réalisation des performances administratives dans les communautés locales en modernisant les services des installations administratives publiques;
- La nécessité d'avoir une vision future du développement et de l'activité économique qui soit incluse dans des plans de développement séquentiels et intégrés, ainsi que de travailler sur ce qui a été planifié;
- Un inventaire des expériences réussies que les pays ont vécues dans le domaine de la diversification économique et comment renforcer le rôle des collectivités locales, ainsi que les évaluer et tirer parti de leurs avantages et éviter leurs inconvénients.

Liste Bibliographique:

- **Livres :**

1. Abdel-Karim Messaoudi (2018), **le rôle de l'investissement touristique dans le développement des ressources financières des communautés locales en Algérie, étude de cas d'un projet d'investissement touristique - Hotel Gourara in Timimoun -**, Thèse de doctorat, Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion, Université Abi Bakr Belkaid, Tlemcen, Algérie, p: 231.

- **Article du Journal :**

1. Issa Bolkhukh (2014), **Stratégie pour parvenir à un développement local durable à la lumière de la transformation et de l'intégration dans l'économie de la connaissance**, journal de l'économie industrielle, Numéro 06, p:183.
2. Bil'ama Asmaa, Ben Abdel Fattah Dahmane (2018), **Stratégie de diversification économique en Algérie à la lumière de quelques expériences internationales**, Ijtihad Journal for Legal and Economic Studies, Volume 07, Numéro 01, p: 335.
3. Bovench Wassila (2017), **L'économie post-pétrolière: les Émirats arabes unis, un modèle de premier plan en matière de diversification économique**, Melaf Journal for Research and Studies, Université de Mila, numéro 5, p. 221.
4. Jabbar Boukther, Hamida Zargout (2017), **Une lecture de la stratégie de diversification économique aux Émirats arabes unis - Réalisations pionnières et perspectives d'avenir prometteuses -** Journal of Financial, Accounting and Management Studies, numéro 7, p: 343.

5. Autorité fédérale de la compétitivité et des statistiques (2018), Émirats arabes unis et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, **Comité national pour les objectifs de développement durable aux Émirats arabes unis**, Forum politique de haut niveau des Nations Unies, p:16.
6. Autorité fédérale de la compétitivité et des statistiques(2014), Compétitivité: politiques et pratiques, enseignement supérieur, **pierre angulaire de la construction de l'avenir des Émirats arabes unies**.
- **Article de séminaire :**
 1. Hamzah Baali, Muhammad Buniya (2016), **Le rôle des technologies de l'information et de la communication dans l'amélioration des performances administratives dans les communautés locales - La municipalité d'Annaba comme modèle -**, Intervention présentée au cours du premier forum national sur: **La gouvernance locale entre les problèmes de financement et la rationalisation des décisions de développement local - Les municipalités comme modèle -**, Collège des sciences économiques et commerciales et de la gestion générale Université du 8 mai 1945, Guelma, P:32.
 2. Lazhar Kaddoum, Abdel Rahman Karoui (2016), **La gestion électronique comme mécanisme de développement de la performance des groupes locaux en Algérie**, une intervention présentée dans le cadre du premier forum national sur: **la gouvernance locale entre problèmes de financement et rationalisation des décisions de développement local - les municipalités comme modèle -**, Faculté des Sciences économiques et commerciales et de la gestion générale, Université du 8 mai 1945. Guelma, p: 106.
 3. Musa Bakhshah, Rami Harid (2016), **Développement de l'accumulation du capital physique à l'accumulation du capital de connaissances**, une intervention présentée dans le cadre du premier forum national sur: **la gouvernance locale entre problèmes de financement et la rationalisation des décisions de développement local - les municipalités comme modèle -**, Faculté des sciences économiques et commerciales et de la gestion publique, Université du 8 mai 1945, Guelma, p:10.
 4. Ali Abdullah (2007), **Le rôle des gouvernements dans les pays en développement à la lumière des défis du nouvel ordre mondial**, une intervention présentée au Forum national sur: **Société économique et de développement**, Faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion, Université de Guelma, p:11.
- **Sites web :**

1. Mahmoud Khalil, **Centenaire des Émirats arabes unies 2071**, disponible sur le site Web suivant: <https://www.alittihad.ae/article/71907/2017> consulté le 23/04/2019 à 15:06.
2. Conseil d'Abou Dhabi pour le développement économique (2018), **Ensemble pour une économie durable**, disponible sur le site Web suivant: <https://www.wam.ae>, consulté le 29/12/2018 à 21:57.
3. **Plan Dubaï 2021**, disponible sur le site Web suivant: https://ar.wikipedia.org/wiki/%d8%ae%d8%b7%d8%a9_%d8%af%d8%a8%d9%8a_2021#cite_note-3 consulté le 23/04/2019 à 14:53.
4. Ministère des finances des Émirats arabes unies(2017), disponible sur le site Web suivant: <https://www.mof.gov.ae/Ar/budget/fedralBudget/Pages/Budget2017.aspx>, consulté le 21/04/2019 à 16:24.